



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 21 – 9 juin 2023

Sommaire

Fait marquant

- *National Grid ESO* revoit les critères de priorisation du raccordement des projets d'énergie renouvelable

Climat & Energie

- Le gouvernement fixe un seuil minimal des prix du pétrole et du gaz pour l'application de la taxation des profits exceptionnels des énergéticiens
- Les parlementaires britanniques élargissent le mandat de l'*Ofgem* et l'alignent sur l'objectif de neutralité carbone
- La hausse des taux d'intérêt contraint le Labour à réduire l'ambition de son plan d'investissement pour le climat
- Le *Climate Change Committee* juge insuffisants les efforts du Pays de Galles pour atteindre ses objectifs climatiques

Environnement

- L'Ecosse reporte à octobre 2025 le lancement de son système de consigne

Industrie

- Le parti travailliste annonce un soutien spécifique pour l'industrie sidérurgique en cas de victoire lors des prochaines élections générales
- La *Confederation of British Industry* (CBI) remporte le vote de confiance qui s'est tenu cette semaine

Transports

- Le ministère des Transports (DfT) publie son rapport intermédiaire sur les subventions aux bus « zéro émission »
- Le gouvernement pourrait faire face à des actions en justice à la suite de la réduction du budget alloué aux mobilités douces

- Les personnels de sécurité d'Heathrow annoncent de nouvelles grèves pendant les vacances d'été

Fait marquant

National Grid ESO revoit les critères de priorisation du raccordement des projets d'énergie renouvelable

Alors que certains projets doivent attendre parfois plus de 10 ans pour être raccordés, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, *National Grid ESO*, a annoncé un changement des critères de priorisation des projets, basés jusqu'à présent sur le principe « premier arrivé, premier servi ». Les développeurs devront désormais informer régulièrement le gestionnaire de réseau de l'atteinte des différents jalons de leurs projets (obtention du financement, sécurisation du foncier, obtention des autorisations, début des travaux) afin d'identifier rapidement les projets non-viables et de raccorder plus vite les projets en avance sur leur calendrier. Selon le gestionnaire de réseau, 220 projets seraient en attente de raccordement d'ici 2026, représentant 40 GW de puissance cumulée, mais seulement la moitié auraient déjà obtenu leurs autorisations administratives. *National Grid ESO* a également annoncé le lancement de la dernière phase de consultation relative à l'adaptation des « codes réseaux », dans l'objectif de permettre aux porteurs de projets de réaliser eux-mêmes leurs travaux de raccordement au réseau. Enfin, l'entreprise a présenté les mesures qu'elle entendait prendre pour raccorder les 95 GW de capacités de stockage actuellement en cours de développement.

Le chiffre de la semaine

10 %

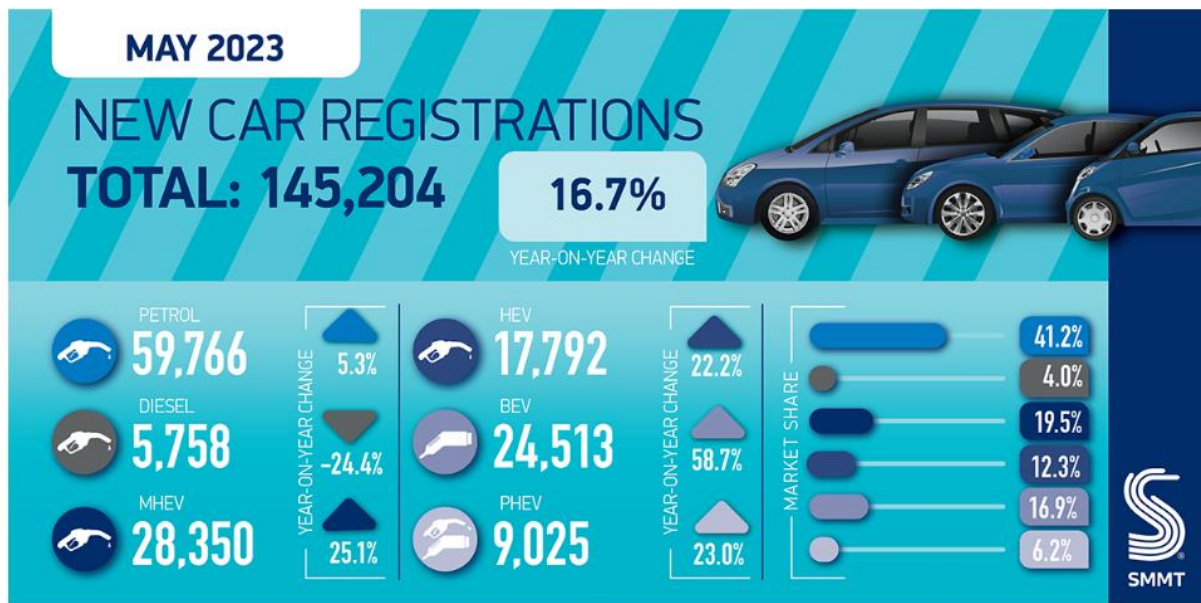
C'est la part du fret ferroviaire au Royaume-Uni, pourcentage qui pourrait augmenter dans les années à venir. Plusieurs entreprises (*Nestlé*, *DP World*, *Coca-Cola Europacific Partners* notamment) souhaitent augmenter le recours au fret [ferroviaire](#) pour trois raisons principales :

- La hausse des achats en ligne a conduit à une hausse du trafic et des embouteillages routiers, ce qui augmente les coûts pour les transporteurs ;
- Les transporteurs britanniques subissent toujours une pénurie de chauffeurs de poids lourds, dont les salaires ont par ailleurs fortement augmenté ;
- Le ferroviaire est plus vertueux sur le plan environnemental.

Les entreprises avertissent cependant que l'état du réseau ferroviaire britannique ne permettrait sans doute pas de faire face à une hausse rapide et massive de la demande de fret ferroviaire. Les grèves qui se poursuivent dans le secteur représentent par ailleurs un autre obstacle à la croissance du fret ferroviaire.



Le graphique de la semaine



Les immatriculations de voitures neuves ont augmenté de 16,7 % en glissement annuel en mai, selon les derniers [chiffres](#) de la fédération des constructeurs automobiles (SMMT). Malgré dix mois de hausse consécutifs, le nombre d'immatriculations demeure inférieur de 21 % à celui observé en mai 2019. Les voitures à essence représentent toujours la motorisation la plus populaire (41,2 % des immatriculations en mai) mais les immatriculations de voitures électriques enregistrent la plus forte hausse (+ 58,7 % en mai en glissement annuel). Sur ce sujet, le *Green Finance Institute* a publié les résultats d'une [étude](#), réalisée auprès de 2 000 automobilistes et 35 concessionnaires, portant sur les moyens permettant de surmonter « les obstacles à la confiance des consommateurs » dans les voitures électriques. Selon cette étude, trois mesures permettraient d'encourager jusqu'à 17 M d'automobilistes à choisir une voiture électrique :

- Améliorer la confiance dans la qualité des batteries grâce à des certificats et des garanties ;
- Garantir que les véhicules électriques d'occasion soient abordables à l'achat grâce à des offres commerciales, ainsi qu'en prenant en compte « le coût total d'utilisation » de ces véhicules ;
- Déployer des bornes de recharge sur l'ensemble du territoire britannique.

Climat & Energie

Flash – Pour la première fois, l'[Advertising Standards Authority](#) a ordonné à 3 groupes pétroliers (*Shell, Petronas* et *Repsol*) de retirer leurs dernières campagnes de publicité respectives en raison de leur manque de contextualisation sur les enjeux de la transition énergétique et de précisions quant aux plans de ces entreprises pour réduire leurs émissions.

Flash – L'entreprise *Meld Energy* demande au gouvernement britannique une subvention de 180 M£ pour construire le plus grand site de production d'hydrogène vert (100 MW initialement, 200 MW à terme) à Hull.

Flash - [EDF Energy](#) va proposer des nouveaux contrats à 15 000 PME titulaires de contrats de fourniture d'énergie à prix fixe signés au plus fort de la crise énergétique. Cette annonce fait suite à l'engagement de *British Gas* d'étendre pour un an ses tarifs réduits d'électricité et de gaz pour certaines catégories d'entreprise (dont les pubs, les restaurants, les coiffeurs, etc.).

Flash – Selon le [Guardian](#), les différentes aides du gouvernement aux ménages et aux entreprises pour faire face à la hausse des prix de l'énergie auraient coûté 39,3 Md£ entre octobre 2022 et mars 2023, dont 21 Md£ pour le plafonnement des factures des ménages, 12 Md£ pour l'aide exceptionnelle de 400 £ versée aux ménages et 5,5 Md£ pour les aides aux entreprises.

Flash – En visite à la centrale nucléaire d'*Hinkley Point*, le leader du parti travailliste, [Keir Starmer](#), a réaffirmé son soutien au nucléaire, décrit comme « critique » pour l'avenir énergétique du pays.

Le gouvernement fixe un seuil minimal des prix du pétrole et de gaz pour l'application de la taxation des profits exceptionnels des énergéticiens

En réponse aux inquiétudes des producteurs d'énergie fossile concernant les effets de la taxe sur leurs bénéfices exceptionnels (*Energy Profits Levy*) sur l'investissement, le gouvernement britannique a annoncé [l'introduction d'un seuil minimal d'application](#) : si le prix moyen, au cours de deux trimestres consécutifs, passe respectivement sous les 71,40 \$ pour le baril de pétrole et 0,54 £ par *British Therm Unit* pour le gaz, la taxe ne s'appliquera pas. Le gouvernement a toutefois précisé que ces seuils ne devraient pas être atteints d'ici la date d'expiration de la taxe exceptionnelle en mars 2028, selon les prévisions de l'*Office for Budget Responsibility*.

Les parlementaires britanniques élargissent le mandat de l'Ofgem et l'alignent sur l'objectif de neutralité carbone

Dans le cadre de l'examen parlementaire de l'[Energy Security Bill](#), le gouvernement a accepté un amendement visant à aligner le mandat de l'*Ofgem* avec l'objectif de neutralité carbone en 2050. Cette réforme était demandée par de nombreux acteurs du secteur de l'énergie dans l'objectif de lever tous les obstacles au développement des énergies renouvelables et de l'expansion des réseaux électriques. Cet amendement entrera en vigueur deux mois après la promulgation de la loi par assentiment royal.

La hausse des taux d'intérêt contraint le Labour à réduire l'ambition de son plan d'investissement pour le climat

La ministre des finances du cabinet fantôme, [Rachel Reeves](#), a annoncé que l'objectif d'investir 28 Md£ par an pour la transition écologique jusqu'en 2030 serait atteint dans la seconde moitié de la prochaine législature, c'est-à-dire pas avant 2026 ou 2027, alors que le Labour promettait jusqu'à présent d'atteindre cet objectif dès son arrivée au pouvoir. Cette décision est justifiée

par la forte hausse des taux d'intérêt qui accroît le coût de la dette publique, ainsi que par les délais nécessaires au développement des nouvelles industries et à la formation de la main d'œuvre dans les secteurs concernés.

Le Climate Change Committee juge insuffisants les efforts du Pays de Galles pour atteindre ses objectifs climatiques

Dans son [rapport annuel de progrès consacré au Pays de Galles](#), le CCC estime que le gouvernement gallois devrait activer tous les leviers de politique publique pour respecter l'objectif de son deuxième budget carbone de -37 % d'émissions de gaz à effet de serre en moyenne sur la période 2020 et 2025 par rapport à 1990. S'il reconnaît que les taux de recyclage sont plus élevés au Pays de Galles que dans le reste du Royaume-Uni et que les efforts visant à réduire la taille du cheptel (ovin et bovin) sont en phase avec la trajectoire de baisse, le rapport souligne que les progrès en matière de transport et de protection de la nature restent encore trop lents, malgré des « signes prometteurs » dans le déploiement des véhicules électriques. Les taux de plantation d'arbres, qui représentent actuellement moins d'un tiers de l'objectif de 2 000 hectares par an fixé par le gouvernement gallois, sont également jugés « faibles », et les émissions des engins non routiers « ne diminuent pas assez rapidement ». Le CCC note aussi l'absence de stratégie sectorielle pour les bâtiments et l'agriculture. Le gouvernement gallois a déclaré qu'il examinerait attentivement les conclusions du rapport de la CCC avant de publier sa réponse complète.

Environnement

Flash – Selon une enquête de l'organisation [Pensions for Purpose](#) réalisée auprès de 13 gestionnaires d'actifs majeurs et 5 sociétés de conseil en investissement, près de deux tiers des fonds de pension n'ont pas réalisé d'investissements dans des actifs liés au « capital naturel ». 80 % d'entre eux reconnaissent toutefois qu'ils ont une meilleure connaissance des risques liés à la perte de la biodiversité.

Flash – Caroline Lucas, la leader et seule représentante du *Green Party* au Parlement britannique, a annoncé qu'elle ne se représenterait pas aux prochaines élections générales.

L'Ecosse reporte à octobre 2025 le lancement de son système de consigne

Le gouvernement écossais reporte à octobre 2025 le lancement de son [système de consigne](#), sous la pression de Westminster qui a interdit son application aux bouteilles en verre au nom de l'unité du marché intérieur britannique. L'Ecosse s'aligne ainsi sur la date de lancement du système de consigne en Angleterre et au Pays de Galles, après avoir repoussé à plusieurs reprises l'entrée en vigueur de son dispositif qui était jusqu'alors prévue pour mars 2024. La ministre écossaise de l'économie circulaire, Lorna Slater, a considéré que la décision du gouvernement britannique concernant la consigne des bouteilles en verre empêchait la mise en œuvre du système envisagé ; elle n'a toutefois pas précisé si le verre serait exclu du système en 2025, comme le souhaite Westminster et de nombreux producteurs et distributeurs de boissons concernés.

Industrie

Flash – Le gouvernement a ouvert l'appel à projet de son fonds [Local Industrial Decarbonisation Plans](#), doté de 5 M£, qui permettra aux *clusters* industriels « dispersés » et hors des clusters industriels existants de développer des plans de décarbonation. L'appel à projets est ouvert jusqu'au mois d'août.

Le parti travailliste annonce un soutien spécifique pour l'industrie sidérurgique en cas de victoire lors des prochaines élections générales

Selon Keir Starmer, qui s'est rendu sur le site de *British Steel* de Scunthorpe cette semaine, l'inaction du parti conservateur aurait laissé l'industrie [sidérurgique](#) britannique face à un « cycle de crises et plans de sauvegarde ». Le dirigeant du parti travailliste s'est engagé à investir dans le secteur via les différents fonds publics, dont notamment le futur [National Wealth Fund](#), qu'il prévoit de mettre en œuvre afin de co-financer avec le secteur privé les investissements dans les industries vertes. Keir Starmer a indiqué que les travaillistes investiraient dans les technologies permettant de produire de l'acier vert tout en s'assurant que l'industrie britannique bénéficie de la hausse de la demande induite par le déploiement de technologies vertes (éolien maritime, hydrogène) et de grands projets d'infrastructures (lignes ferroviaires).

La Confederation of British Industry (CBI) remporte le vote de confiance qui s'est tenu cette semaine

Convoqués en assemblée générale, les membres de la [CBI](#) se sont prononcés favorablement, à 93 %, sur les projets de réforme de l'organisation et de la gouvernance proposés par sa direction. Le vote se tenait trois mois après les premières accusations d'agressions et harcèlement sexuels qui avaient conduit à la démission de plusieurs de ses cadres dirigeants. La CBI n'a toutefois pas rendu public le nombre d'entreprises ayant pris part au vote. La fédération n'a pas non plus réussi à obtenir la reprise des échanges avec le gouvernement à la suite de ce vote. La [British Chambers of Commerce](#) a par ailleurs créé un nouveau groupe afin de devenir la « voix des entreprises les plus importantes du R-U ». *BP*, *Heathrow* et *Drax* font partie des membres fondateurs de ce nouveau groupe.

Transports

Flash – Un groupe de chercheurs basé à [Oxford](#), qui avait découvert en 2020 un processus permettant de produire, à partir de CO2 et d'hydrogène, des hydrocarbures pouvant alimenter un avion zéro émissions, a bénéficié d'un investissement à hauteur de 18 M£ de deux entreprises mondiales de l'énergie et d'*United Airlines*. Ce financement permettra de doubler la taille de l'équipe de recherche et de construire une usine pilote.

Flash – Le gouvernement a publié les nouveaux taux du [HGV levy](#), qui s'appliqueront à compter du 1^{er} août 2023 aux camions de plus de 12 tonnes circulant sur les principales routes britanniques. Les paiements du *HGV levy* avaient été temporairement suspendus en 2020.

Flash – Les travaux pour la construction d'une nouvelle gare au sud de [Cambridge](#) ont débuté et devraient s'achever en 2025. La nouvelle gare permettra d'accéder directement au *Cambridge Biomedical Campus*. Financée à hauteur de 200 M£ par le gouvernement, elle pourrait constituer la première étape d'un projet de nouvelle ligne ferroviaire reliant Oxford à Cambridge.

Flash – Le gouvernement a [publié](#) la liste des plus de 60 projets qui bénéficieront d'1,96 M£ issus du *Transport Research and Innovation Grant* (TRIG), qui vise à financer des technologies « pionnières » dans les transports.

Flash – Andy Lord, commissaire par intérim à [Transport for London](#) depuis octobre 2022, a été confirmé dans ses fonctions de manière permanente.

Flash – Le ministère des Transports (DfT) a publié les [résultats](#) de son audit sur les parkings dédiés aux poids lourds réalisé entre mars 2022 et février 2023.

Le ministère des Transports (DfT) publie son rapport intermédiaire sur les subventions aux bus « zéro émission »

Ces subventions, pour un total d'environ 295 M£, ont été versées aux collectivités locales anglaises entre 2021 et 2023 afin de financer l'achat de [bus zéro émissions](#) et l'installation des infrastructures de recharge nécessaires. Selon le rapport du DfT, les collectivités locales se sont montrées plutôt satisfaites de ces subventions et de leurs conditions d'octroi, même si certaines auraient souhaité davantage d'accompagnement et d'informations sur le processus de candidature (les subventions étaient octroyées via un appel à projet). Les plus petites collectivités locales sont celles qui ont obtenu le plus fort taux d'échec, ce qui s'expliquerait par des ressources humaines plus limitées et une moindre expertise dans le domaine des bus « zéro émission ». Les collectivités locales ayant obtenu des subventions se sont pour la plupart appuyées sur les analyses des opérateurs de bus (NB : les services de bus sont largement privatisés au Royaume-Uni). Le DfT a également publié les résultats d'une [étude](#) indépendante, qu'il avait commandée, sur les mesures permettant d'augmenter l'usage des bus. L'augmentation du nombre de services de bus et leur fréquence, ainsi que des tarifs plus bas, ont été identifiés comme actions prioritaires.

Le gouvernement pourrait faire face à des actions en justice à la suite de la réduction du budget alloué aux mobilités douces

Le groupe militant [Transport Action Network](#) (TAN) a adressé un courrier au ministère des Transports (DfT) afin de demander un examen par la justice (*judicial review*) des réductions annoncées en mars du budget dédié aux mobilités douces. En mars le ministre des Transports Mark Harper avait annoncé une baisse de 380 M£ de ce budget dont le montant avait été fixé à 710 M£ par la revue des dépenses en 2021. Le ministre avait justifié cette décision par le contexte économique difficile. Selon le TAN, cette décision ne respecte pas les objectifs fixés par la stratégie pour le développement des mobilités douces et la stratégie de neutralité carbone. L'action intervient alors que le *National Audit Office* (NAO) a publié un rapport sur le développement et le financement des mobilités douces en Angleterre. Selon la NAO, la plupart des objectifs fixés par le gouvernement, notamment la hausse des trajets urbains de courte durée effectués à pied ou à vélo, ne seront pas atteints d'ici 2030. Le [rapport](#) note que plus de la moitié des collectivités locales anglaises ont « *des capacités et un niveau d'ambition faibles* » pour le développement de ces mobilités ainsi que pour les aménagements destinés aux personnes à mobilité réduite. Le NAO estime que les subventions publiques versées aux autorités locales n'ont pas produit les effets escomptés (plusieurs aménagements réalisés grâce à ces subventions sont qualifiés de « *largement cosmétiques* ») de même que les aménagements réalisés pendant la pandémie de Covid.

Les personnels de sécurité d'Heathrow annoncent de nouvelles grèves pendant les vacances d'été

Les [personnels de sécurité](#), représentés par le syndicat *Unite*, ont annoncé 31 jours de grève qui auront lieu les weekends à partir du 24 juin et jusqu'en août. Ces grèves devraient concerner les terminaux utilisés notamment par les compagnies *British Airways* et *Virgin Atlantic*. Si les grèves d'avril et mai n'avaient pas entraîné de perturbations majeures, la situation pourrait être différente cet été, au vu du volume passagers et de la durée du mouvement social. Les salariés ont rejeté une proposition de hausse de salaire de 10,1 %, *Unite* soulignant que les salaires réels avaient diminué de 24 % en moyenne depuis 2017, ce qui s'expliquerait notamment par la signature de contrats de travail moins avantageux pendant la pandémie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international